

Afrique des Grands Lacs

Des paysans armés au nom de la citoyenneté

> Aymar NYENYEZI BISOKA (*)

De la colonisation aux nouvelles politiques agricoles productivistes, en passant par les réformes agraires qui ont égrainé l'Histoire de l'Afrique des Grands Lacs, les paysan·ne·s de la région ont fait face à l'accaparement de leurs meilleures terres. Une situation qui a poussé certain·e·s d'entre eux·elles à défendre leur droit d'en jouir, en faisant continuellement preuve de résistance et de résilience. En s'engageant parfois aussi dans la lutte armée. Un autre regard sur l'Afrique et sur ses luttes paysannes, vues comme l'expression de leur citoyenneté.

Et si, pour une fois, on arrêta de regarder et de définir l'Afrique à partir de ses manques traduits dans des mots tels que « guerres », « migrations », « épidémies » et, pour le cas qui nous concerne, « pauvreté » ? Et si, une seule fois, on s'intéressait à cette Afrique, non comme victime, mais comme acteur qui n'a jamais cessé d'innover et de lutter ? Un acteur dont l'actualité ne peut être comprise que si elle est lue à partir d'une histoire de résilience et de résistance. Une telle remarque liminaire est capitale lorsqu'on s'apprête à traiter d'un sujet aussi évident et prisé que l'agriculture en Afrique ; un sujet qui, en Europe, commence souvent par « les paysans africains sont pauvres » et se termine par « les pays occidentaux devraient accroître leur aide publique pour les sauver ». Cette perspective paternaliste ouvre malheureusement à plusieurs problèmes tels que la déshistoricisation, la généralisation et la simplification, le misérabilisme décontextualisé, la porno-misère et finalement la dépolitisation. Elle s'inscrit dans une continuité historique qui a toujours présenté l'Afrique comme un objet exotique, exceptionnel et passif.

Ces divers problèmes à la fois d'ordre éthique, politique et épistémologique, demandent d'apprendre à écrire l'Afrique autrement ; à voir à la fois ses forces et ses faiblesses et à les traiter sans *a priori* et de manière complexe. Voilà pourquoi cet article se propose de passer par les luttes armées des paysan·ne·s pour parler de l'agriculture en Afrique des Grands Lacs (au Burundi, au Rwanda et en République démocratique du Congo). Il s'agit de comprendre ces luttes armées comme une expression de la citoyenneté de ces paysan·ne·s qui estiment ne pas avoir d'autres choix que de prendre les armes pour lutter contre des régimes oppressifs et responsables d'une large partie de leur misère. Ces paysan·ne·s affirment que c'est « au nom de la citoyen-

neté » qu'il·elle·s s'engagent dans des luttes armées, c'est-à-dire au nom de leur devoir de défendre leur pays contre des régimes tyranniques et au nom de leur droit de jouir des avantages multiples qu'offre leur merveilleux pays. Or, ces tyrannies s'observent aussi bien à partir des actes de violence qu'à partir de choix politiques contraires aux intérêts de la population, comme des réformes agraires productivistes.

Les réformes agraires ont contribué à la mobilisation des paysan·ne·s dans des groupes armés. Les nouvelles orientations productivistes des politiques agricoles en Afrique en général et en Afrique des Grands Lacs en particulier semblent pourtant n'avoir pas appris grand-chose de l'histoire de ces révoltes paysannes suscitées par les effets pervers des politiques agricoles menées précédemment. Nous y voyons un appel à repenser les modèles de développement non pas à partir des logiques néolibérales, mais à partir des réalités sociohistoriques et matérielles de ceux·celles-là que ces modèles impactent durablement : les paysan·ne·s. Pour cela, il faut tout d'abord comprendre : (1) l'offensive capitaliste contre la paysannerie¹ de l'Afrique des Grands Lacs depuis la période coloniale (2) les luttes paysannes que celle-ci a suscitées au cours de l'Histoire et (3) la manière dont ces luttes paysannes se poursuivent aujourd'hui.

L'offensive capitaliste contre la paysannerie

En Afrique des Grands Lacs, les paysan·ne·s constituent environ 80 % de la population. Il·elle·s font de leur mieux pour s'en sortir malgré les multiples défis sociopolitiques, économiques et environnementaux auxquels il·elle·s font face. C'est pour cela qu'il·elle·s devraient être défini·e·s à partir de leur résilience et

1. J.-P.H., PEEMANS, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia-Bruylant/L'Harmattan, 2002.



© world bank photo

2. Il s'agit des programmes de réformes économiques que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont mis en place pour permettre aux pays touchés par la crise économique des années 1970 d'en sortir. Ces programmes proposaient donc la mise en place de réformes néolibérales qui avaient pour conséquence de modifier le fonctionnement économique des pays dans lesquels ils s'appliquaient. Leur mise en œuvre constituait une conditionnalité de l'aide que ces pays recevaient des institutions financières internationales qui n'avaient donc pas le choix de les refuser. Ces réformes ont affaibli l'efficacité des États dans leur mission de mettre en œuvre les politiques publiques. Voir: B.A., NYENYEZI, « The Politics of the Great Lakes », *The Oxford Encyclopedia of African Politics*, Oxford, UK, Oxford University Press, 2019.

3. J.M., CHURCH, K., RAJENDRA, et L., TUBIANA, « Quelle innovation institutionnelle pour la gouvernance de la durabilité ? », *Regards sur la Terre : les promesses de l'innovation durable*, Paris, Armand Colin, 2014, pp. 277-286.



de leur capacité à surmonter ces difficultés. Mais à la place, les élites préfèrent adopter une approche injonctive sur l'orientation de leurs activités, voire de leurs modes de vie. Cette approche paternaliste face à la paysannerie a une longue histoire.

Lorsque la colonisation belge débarque en Afrique des Grands Lacs en 1885, elle décide que toutes les terres appartiennent désormais à la puissance coloniale. Elle restreint significativement l'accès à la terre des paysan·ne·s congolais·es et, à partir de 1918, celui des paysan·ne·s burundais·es et rwandais·es et accapare leurs meilleures terres. À l'époque, les paysan·ne·s qui ne veulent pas céder leurs terres y sont contraint·e·s dans la violence. La colonisation réprime aussi ceux·celles qui ne veulent pas cultiver les cultures commerciales imposées comme le caoutchouc, le café, le thé et le quinquina. Elle impose enfin des cultures vivrières obligatoires pour maintenir la productivité de la main-d'œuvre coloniale. C'est cette main-d'œuvre qui actionne la machinerie des plantations où des corps noirs

servent, des décennies durant, de carburant pour le capitalisme colonial.

Lors des indépendances qui s'imposent dans les années 1960, les élites postcoloniales reprennent le système colonial qui octroyait à l'État le contrôle des terres. Certes, les paysan·ne·s cessent d'être ces colonisé·e·s considéré·e·s comme des sous-humains par les colons. Cependant, il·elle·s demeurent une catégorie dominée par les élites éduquées qui continuent de contrôler l'essentiel des terres et par des agronomes qui reproduisent une vision coloniale de l'agriculture. Ainsi, dans les années 1960-1970, les États postcoloniaux poursuivent l'agriculture productiviste pour accroître les recettes nationales – même si, pour des visées populistes électoralistes, ils gardent un discours pro-agriculture paysanne. Dans les années 1980, les États en Afrique des Grands Lacs se désengagent de l'agriculture à cause des Programmes d'ajustement structurel (PAS)² touchant surtout l'éducation, la santé et l'agriculture. Les résultats sont catastrophiques pour les populations pauvres dépendant de ces secteurs. L'idée de l'agriculture en tant que priorité pour le développement disparaît alors des politiques publiques en Afrique des Grands Lacs.

Il a fallu attendre le début des années 2000 pour assister au « retour de l'agriculture à l'agenda du développement »³ en Afrique. En effet, ce nouveau discours sur l'agriculture est introduit officiellement en Afrique en 2001, lorsque les chefs d'États africains, réunis en Zambie, se sont engagés en faveur de l'agriculture comme moteur du développement. Dans leur déclaration, la priorité est mise sur l'accroissement de la production en partant de l'idée selon laquelle

l'agriculture paysanne telle que pratiquée jusqu'alors ne pourrait jamais nourrir la population croissante du continent. Pour l'Afrique, il faut développer un modèle agricole à même de produire massivement grâce à des entreprises agro-économiques technologiquement avancées. Cela semble sonner le glas de la petite agriculture familiale pratiquée par la plupart des paysan·ne·s africain·e·s. La déclaration en mai 2017 du ministre belge de la Coopération, Alexander De Croo résume parfaitement ce point de vue : « L'Afrique a besoin d'une révolution agricole. Elle doit tourner le dos à une agriculture de subsistance peu produc-

“ Les paysans ont toujours lutté pour améliorer leur situation face à l'accaparement de leurs terres. ”

tive pour laisser la place à un entrepreneuriat agricole durable. C'est le seul moyen de faire face durablement aux taux de croissance démographique élevés et à l'urbanisation galopante observés sur ce continent. Il faut abandonner une fois pour toutes l'idée du petit agriculteur familial qui doit à tout prix continuer la besogne, mais ne parvient même pas à récolter suffisamment de nourriture pour nourrir sa propre famille. Dans le Sud aussi, les agriculteurs doivent devenir des entrepreneurs ».

C'est donc cette vision de l'agriculture qui domine aujourd'hui dans les politiques agricoles en Afrique des Grands Lacs. Ces politiques ont été à la base d'accaparements de terres et de l'exclusion de paysan·ne·s qui n'étaient pas capables de s'intégrer dans une telle vision agricole. Cela a provoqué des famines et des conflits.

Des réformes agraires aux luttes des paysan·ne·s armé·e·s

Cette offensive capitaliste et coloniale a engendré plusieurs luttes paysannes dont on parle très peu. En effet, dans les discours actuels sur la paysannerie en Afrique des Grands Lacs, les paysan·ne·s sont souvent dépeint·e·s en victimes ou en complices des problèmes que cette région a connus ces dernières décennies. Il·elle·s sont vu·e·s comme des victimes de la pauvreté et de conflits armés qui ont généralement lieu dans les milieux ruraux et ont provoqué des millions de morts, de blessé·e·s, de déplacé·e·s, etc. Il·elle·s sont perçu·e·s aussi comme des complices, car pour certain·e·s, il·elle·s sont accusé·e·s de ne pas s'adapter à l'agriculture productiviste et, pour d'autres, d'avoir fait partie de plusieurs groupes armés.

Mais en réalité, cette perspective victimaire et complice est problématique, car en adoptant ce point de vue, les paysan·ne·s n'existent qu'à travers les élites qui les massacrent (victimes) ou qui les recrutent (complices). Il·elle·s n'existent jamais pour eux·elles-mêmes. Or, l'histoire des rapports entre les paysan·ne·s, l'État et les élites en périodes coloniale et postcoloniale montre qu'il·elle·s ont toujours lutté pour améliorer leur situation face à leur exclusion et à l'accaparement de leurs terres⁴. Durant la période coloniale, la colonisation belge s'est rendue tristement célèbre dans la violence contre les paysan·ne·s pour des raisons de productivité agricole dans les plantations. Ces paysan·ne·s ont subi diverses atrocités : des mains coupées, des corps marqués à la chicotte, des vies perturbées par la déportation, du travail forcé, etc. Mais il faut comprendre cette violence coloniale comme une réponse aux continuelles contestations des paysan·ne·s contre les conditions inhumaines auxquelles il·elle·s étaient soumis·es.

La résistance paysanne s'est poursuivie au cours de la période postcoloniale. En effet, au lendemain des indépendances, on a vu un peu partout en Afrique des Grands Lacs des milliers de personnes se soulever contre la gestion de l'État par les élites postcoloniales. Ces soulèvements ont souvent pris la forme de luttes armées dans lesquelles des paysan·ne·s se sont engagé·e·s pour contester l'accaparement, par les élites postcoloniales, des terres abandonnées par les colons. Ces paysan·ne·s armé·e·s contestaient le réformisme des nouvelles élites, car pour eux·elles, les indépendances devaient signifier un démantèlement radical du système colonial sur les plans politique, social et économique⁵. Ces contestations, souvent nourries par des appartenances communautaires, ont été à la base des premiers exodes ruraux entre les années 1960 et 1980.

Mais au cours de ces décennies, les résistances armées des paysan·ne·s ont été régulièrement écrasées, tant au Congo-Zaïre, qu'au Rwanda et au Burundi. Les régimes dictatoriaux avaient alors un soutien occidental illimité qu'ils utilisaient pour réprimer toutes les voix dissidentes. Il s'agissait de la période de la guerre froide durant laquelle l'Occident fermait les yeux sur les atrocités des dictateurs africains sur leurs peuples pour autant qu'ils arrivent à limiter l'avancée du socialisme en Afrique. Or, à l'époque, les leaders qui mobilisaient les paysan·ne·s avaient un discours socialiste dont celui de la réforme agraire basée sur la redistribution des terres.

Cependant, ces dynamiques de résistance avaient déjà semé les germes de la deuxième vague de contestations à l'égard des régimes dictatoriaux qui se sont renouvelés durant la période de la démocratisation après la chute du mur de Berlin. Dans ces dynamiques

4. Jusqu'à présent, on continue de lire l'histoire de ces pays à partir d'une perspective *top down* qui met en scène l'État et les élites et qui, par conséquent, donne l'image d'une paysannerie qui subit sans aucune agencité qui puisse permettre de la penser comme un acteur à part entière.

5. H. WEISS, *Radicalisme rural et lutte pour l'indépendance au Congo-Zaïre, Le parti solidaire africain 1959-1960*, avec une préface Immanuel Wallerstein, Paris, L'Harmattan, 1994.

de résistances, souvent armées, des paysans joueront un rôle capital en tant qu'hommes de troupe, convaincus que le changement de ces régimes améliorerait leur sort. Mais en réalité, ce processus de transition politique qui s'est poursuivi jusque dans les années 2000 a correspondu à la nouvelle vision pour l'agriculture. Cette vision à laquelle ont adhéré les États de l'Afrique des Grands Lacs est productiviste et désavantage ces mêmes paysan·ne·s par rapport à leur accès à la terre, ce qui est susceptible d'engendrer encore une fois des conflits.

Pour la reconnaissance et l'autodétermination

Afin de comprendre la continuité de la résistance armée des paysan·ne·s en Afrique des Grands Lacs, nous avons entamé, en juin 2018, une recherche sur les groupes armés burundais (2), rwandais (1) et congolais (2) opérant à l'est de la RDC. Notre objectif était alors de comprendre ce qui les incitait à faire partie de ces groupes et de voir si les réformes productivistes actuelles, qui s'accompagnent souvent d'exclusions et d'accaparement de terres en Afrique des Grands Lacs, n'avaient pas pour risque de provoquer d'autres formes de résistance violente. Nous voulions aller au-delà de l'idée selon laquelle les paysan·ne·s membres des groupes armés y adhéraient souvent pour des raisons économiques ou ethniques. Nous voulions comprendre s'il n'y a pas aussi des raisons structurelles propres à la paysannerie qui les y incitaient. Nous avons alors été très surpris de ce qui est ressorti des interviews. Un paysan, membre d'un groupe, nous a dit ceci lorsque nous lui demandions pourquoi, alors qu'il avait été démobilisé plus de trois fois, il retournait toujours dans les groupes armés : « Mon père a été tué le 12 avril 2014. Il était dans son champ. Mon frère aussi a été tué. Moi j'ai eu la chance de m'enfuir. Nous étions tous des agriculteurs et un jour monsieur Adrien, un député provincial de l'ethnie x [ethnie rivale] est venu réclamer nos terres. Il était accompagné par des militaires. Il avait aussi des liens avec les groupes armés de son ethnie. Et pire, l'État lui avait donné des documents qui disaient qu'il était propriétaire de notre champ [...]. Je ne pouvais rien faire pour défendre nos terres sinon j'allais être tué. J'ai alors été recruté dans ce groupe armé [...] et je me bats pour que personne ne puisse aller cultiver dans ce champ [...]. Voilà pourquoi j'ai souvent été démobilisé, mais que je vais toujours continuer d'appartenir à des groupes armés pour protéger ma famille et nos terres. »

Cette interview, comme des dizaines d'autres que nous avons recueillies auprès de paysan·ne·s armé·e·s, montre que les conflits fonciers qui ont opposé la famille de ce paysan armé aux accapareurs de leurs

terres ont provoqué son engagement dans les groupes armés. Mais ces conflits ne sont pas la seule cause de son maintien dans ces groupes malgré ses multiples démobilisations. Le vrai problème, c'est que ces paysan·ne·s armé·e·s ne croient plus en la capacité de l'État de les protéger contre l'offensive capitaliste sur la paysannerie et l'accaparement de leurs terres. Car l'État approuve ces politiques productivistes qui veulent que les terres ne puissent appartenir qu'à ceux qui ont les moyens financiers d'en maximiser la productivité, c'est-à-dire aux plus riches. Avec ces politiques, la terre est devenue une ressource économique, aux dépens de ses significations spirituelles, culturelles et sociales. Et même du point de vue économique, ce nouveau modèle productiviste s'inscrit dans une perspective de maximisation des profits alors que les paysan·ne·s préfèrent souvent une logique de minimisation des risques et de durabilité environnementale.

Les paysans armés ne croient plus en la capacité de l'État de les protéger contre l'accaparement de leurs terres.



© Susana Secretariat

Cette expérience montre que c'est une erreur que de continuer à considérer les paysan·ne·s comme de simples réceptacles vides face aux discours et aux programmes de lutte contre la pauvreté qui viendraient les sauver et, particulièrement de ces politiques agricoles productivistes qui prétendent savoir ce qu'ils veulent vraiment. Une telle approche dépolitise ces paysan·ne·s et ne leur laisse pas souvent d'autres choix que de se battre pour leurs droits, et parfois violemment. Aussi, cette dépolitisation a du mal à voir dans ces conflits une lutte radicalement politique pour la reconnaissance et l'autodétermination des paysan·ne·s en tant que citoyen·ne·s de leurs pays. #

(*) Chercheur postdoctoral et professeur invité à UCLouvain